



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2822
2 septembre 2022
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Comme les travailleurs britanniques, refusons les sacrifices!



Les dockers du port de Felixstowe en grève.

TOBY MELVILLE REUTERS

**Taxe sur les
superprofits**
Une supercherie

Page 3

Prix de l'électricité
**Spéculation
et propagande**

Page 5

Ex-URSS
**La mort
de Gorbatchev**

Page 7

Leur société

- Taxation des superprofits : une supercherie 3
- Actionnaires : abondance sans fin 3
- Borne devant le Medef 3
- Macron en Algérie : il faut que ça gaze ! 4
- Medef : Zelensky chez les profiteurs de guerre 4
- Gauche : en avant pour la bataille... parlementaire 4
- Électricité : spéculation et propagande 5
- Hausse des prix : imposer l'augmentation des salaires 5
- Changement climatique : esbroufe gouvernementale 5
- Rentrée scolaire : précarité et pénurie 9
- Accueil des élèves handicapés : la situation s'aggrave 9
- Violences contre les femmes : le drame continue 9

Dans le monde

- Russie : la chair à canon de Poutine 6
- Ukraine : la prudence de Zelensky 6
- Ex-URSS : la mort de Gorbatchev 7
- Pakistan : catastrophe naturelle, impuissance capitaliste 8
- Brésil : début de la mascarade électorale 8
- Grande-Bretagne : la force des travailleurs, c'est la grève ! 12
- Moderna, Pfizer-BioNTech... vivement un vaccin contre le capitalisme 12

Dans les entreprises

- Allocations chômage : une nouvelle attaque en préparation 10
- SNCF : pénurie de personnel et suppression de trains 10
- SNCF - Orléans-Les Aubrais : accident mortel, les travailleurs n'oublient pas 10
- France Télévisions : des chiffres et des lettres... de licenciement 10
- Fast Despatch : mobilisés pour être payés 11

Agenda

- Fêtes régionales 3
- Lutte ouvrière à la Fête de l'Humanité 3

Comme les travailleurs britanniques, refusons les sacrifices !

Mercredi dernier, en Conseil des ministres, Macron a donné le ton de la rentrée: il n'y aurait plus le choix, il faudrait se préparer à des sacrifices.

Après avoir énuméré les périls qui nous guettent, la continuation de la guerre en Ukraine, les dérèglements climatiques, la flambée des prix et les risques de pénuries, en particulier d'énergie, le président de la République a expliqué qu'il en était fini de « l'abondance et de l'insouciance ».

Pour tous ceux qui s'usent la santé au travail et ont du mal à joindre les deux bouts, ces mots ne peuvent sonner que comme une provocation et une déclaration de guerre. Les conditions de travail se dégradent depuis des années, la précarité de l'emploi s'est généralisée, et Macron nous parle d'insouciance!

Quel est le salarié qui a connu l'abondance? Les salaires bloqués, le smic à 1300 euros, les suppressions d'emplois, les dix millions de pauvres, les galères de logement et de transport, la misère de l'hôpital public, les difficultés pour obtenir un crédit: c'est ça l'abondance?

Oh, c'est sûr, il y en a de l'abondance! Mais elle est réservée aux plus riches, à ces quelques dynasties bourgeoises qui accumulent des montagnes de capitaux, plus de 100 milliards pour le seul Bernard Arnault, le PDG du groupe LVMH. Cela leur permet de se payer des jets privés, des yachts, des palaces, des clubs de foot mais aussi et surtout des sociétés financières, des firmes industrielles et commerciales, des chaînes de télé et des groupes de presse, sources de plus d'enrichissement et de pouvoir.

Oui, une minorité nage dans l'abondance parce qu'elle capte, au travers de l'exploitation, le fruit du labeur de millions de travailleurs à l'échelle du monde. Et cela continuera tant que les exploités ne se révolteront pas pour contester sa domination.

La grande bourgeoisie trouve toujours les moyens de s'engraisser. Elle profite même des crises et elle les alimente. D'abord, en imposant plus d'efforts aux travailleurs. Ensuite, en profitant de sa position dominante pour spéculer et piller les caisses publiques. Elle a très bien profité du Covid, elle profite de la guerre en Ukraine et profitera de l'aggravation de la crise.

Macron est là pour l'y aider. En appelant aux sacrifices, il voudrait que nous nous résignons à l'envolée des prix et aux salaires qui ne suivent

pas. Il voudrait que nous acceptions n'importe quel travail, les plus durs et les plus mal payés. Il voudrait que nous nous résignons à nous chauffer moins, nous déplacer moins, nous soigner moins et manger encore moins bien.

Si nous ne retrouvons pas le chemin des luttes, nous reculerons des années en arrière. L'heure n'est pas à se lamenter mais à retrouver la solidarité ouvrière, à se regrouper, s'organiser et se battre pour des objectifs susceptibles de stopper les attaques contre le monde du travail: l'indexation des salaires sur la hausse réelle des prix et le contrôle des agissements des capitalistes.

En choisissant de se battre, les travailleurs britanniques nous montrent la voie. Depuis des semaines, ils se mobilisent dans les chemins de fer, la poste, le métro, certains ports, des entrepôts Amazon. Alors que Thatcher a laissé au patronat un arsenal législatif pour empêcher les grèves, alors que leur gouvernement est aussi antiouvrier que le nôtre, ils se sont lancés et ont été des centaines de milliers à faire grève.

Dans une Grande-Bretagne qui n'avait plus connu de mouvements d'ampleur depuis des décennies, ces grèves montrent un renouveau de la combativité qui doit nous conforter. Car, ici aussi, il est temps de rendre les coups.

Il ne s'agit pas seulement de se battre pour une taxation des superprofits et une meilleure répartition des richesses. Le gouvernement lui-même est prêt à demander une contribution exceptionnelle à TotalEnergies, grand gagnant de l'envolée du cours du pétrole et du gaz. Mais ce sera pour mieux nous imposer de nous serrer la ceinture et cela n'empêchera pas la crise de s'approfondir.

Vu l'ampleur et la gravité des crises qui nous menacent, il faut se battre pour sauver notre peau de travailleurs et l'avenir de toute la société.

Les capitalistes, leur ordre social et leurs politiciens nous ont plongés dans la catastrophe, le chaos économique et la guerre. Tant qu'ils dominent, il est impossible de nous en sortir.

L'urgence est de s'opposer à leur politique en refusant de se sacrifier pour un système aussi fou et de se préparer à contester leur pouvoir. C'est le seul moyen de les empêcher de nuire et d'offrir un avenir viable à la société.

Nathalie Arthaud



Piquet de grève dans le port de Felixtowe, dans le Suffolk, dimanche 21 août.

Taxation des superprofits : une supercherie

Les profits record du CAC 40 et les milliards touchés par les actionnaires ont de quoi révolter. Pendant ce temps les travailleurs, les retraités et les chômeurs multiplient les sacrifices pour s'en sortir.

Les partis qui sont aux affaires comme ceux qui aspirent à les remplacer ne pouvaient rester muets face à cette inégalité criante, ne serait-ce que par prudence. Les groupes d'opposition à l'Assemblée, du RN à la Nupes, font donc leur comédie parlementaire autour de l'idée de taxer ces superprofits. La Première ministre elle-même a évoqué la possibilité de cette taxe.

Ce n'est certainement pas une taxe qui ferait fuir ou couler TotalEnergies ou LVMH. Mais, en refusant toute taxation, le patronat affirme une nouvelle fois qu'il est hors de question d'accepter des règles, des taxes, des freins, aussi minimes soient-ils. Et cela a de quoi choquer quand l'enseignement, la santé, les transports publics manquent de tout. Mais la taxation des superprofits n'en reste pas

moins une illusion.

Si ces superprofits étaient taxés, les travailleurs n'en verraient pas la couleur pour autant. L'argent récolté servirait-il à augmenter les budgets de l'enseignement et de la santé? Ou à acheter plus d'armes, à faire plus de cadeaux aux entreprises? Sans contrôle ouvrier sur les finances de l'État, il est impossible de croire que cette richesse reviendra d'une façon ou d'une autre au monde du travail.

En Grande-Bretagne, la hausse de 25% des taxes sur les bénéfices de la production d'hydrocarbures n'a pas freiné l'explosion des prix, et c'est seulement avec leur arme, la grève, que les travailleurs ont pu se défendre et arracher des hausses de salaire.

La pauvreté dans laquelle est en train de sombrer la classe ouvrière ne

vient pas seulement de l'existence de ces superprofits, mais du fait que les capitalistes s'enrichissent de l'exploitation du travail et imposent leur dictature sur la société.

Pour refuser le sort qu'ils nous préparent, il faudra se battre pour renverser ce système. En commençant par lutter pour des augmentations de salaire, seul moyen de prendre réellement sur ces profits, avec la certitude que cela finira dans la poche des travailleurs.

Léa Payet



Actionnaires : abondance sans fin

Au moment même où Macron prépare les travailleurs à de nouveaux sacrifices, chez les gros actionnaires capitalistes on sable le champagne.

« Dividendes spectaculaires, profits exceptionnels. (...) Les dividendes versés au deuxième trimestre, au titre des profits réalisés en 2021, ont atteint des niveaux record. » La presse patronale exulte. Pays du foie gras oblige, la France arrive en tête du classement européen du gavage d'actionnaires. Ces gavés ont reçu 44,3 milliards d'euros au deuxième trimestre 2022, soit une hausse de 32,7% par rapport à 2021.

Les 500 familles bourgeoises ont doublé leur fortune, passant de

570 milliards d'euros en 2017 à 1 000 milliards en 2021.

Dans le hit-parade mondial du ruissellement de dividendes offerts aux actionnaires on retrouve la BNP Paribas (6^e), Sanofi (10^e), Axa (12^e) et LVMH (14^e).

Cet argent qui remplit les comptes en banque de la bourgeoisie ne tombe pas du ciel, il provient de l'aggravation de l'exploitation des travailleurs partout, ainsi que du pillage des caisses de l'État. Ces sommes sont aussi à mettre en parallèle avec les hausses de prix vertigineuses qui appauvrissent toujours plus les familles ouvrières. C'est révoltant et c'est le résultat de la guerre que les capitalistes mènent, avec l'aide de tous les gouvernements, contre les travailleurs.

Ce gavage des actionnaires est un symptôme d'un système malade, le capitalisme, qui vampirise les richesses créées par les travailleurs.

Christian Chavaux

Borne devant le Medef : zéro contrainte pour les patrons

La crise énergétique et les économies à faire étaient le sujet central du discours d'Élisabeth Borne devant les chefs d'entreprise du Medef, en université d'été le 29 août.

Tout le pays doit se serrer la ceinture, les « premiers de cordée » que sont supprimés entre les entrepreneurs y prendront leur part : tel était le message adressé à demi-mots à la population. Les sacrifices auxquels le gouvernement prépare les travailleurs nécessitent une propagande incessante et cette intervention de la Première ministre en fait

partie.

« Organiser ensemble la baisse de la consommation d'énergie », voilà toute l'exigence du gouvernement à l'égard des patrons. Des « économies choisies plutôt que des coupures subies », voilà la terrible menace que Borne a agitée au micro, accordant un bon point à « certaines entreprises [qui] font déjà le choix de conditionner

une part du salaire de leurs dirigeants à l'atteinte des objectifs » en termes de développement durable. C'est par la baisse du chauffage dans les bureaux et les ateliers qu'il lui fut répondu. « Évitez les mesures symboliques, médiatiques », ironisa Roux de Bézieux, évoquant les golfs ou les jets privés.

Borne a pris soin d'éviter les mots qui fâchent : « superprofits » n'est apparu qu'en riposte au patron du Medef qui avait, de manière provocante, évoqué ceux de l'État encaissant les

taxes générées par les bénéfices patronaux. Elle était là pour rassurer les grands patrons, leur confirmer que les sacrifices ne seraient pas pour eux. « Nous avons pris un engagement ferme : pas de hausse d'impôts, a-t-elle confirmé, saluée par des applaudissements enthousiastes. Cet engagement, nous nous y tenons, sans céder aux sirènes du populisme. »

Et d'assurer, comme si le moindre doute subsistait, que « pour rendre la compétitivité aux employeurs »,

selon le souhait de Roux de Bézieux, les impôts dits de production à la charge des entreprises continueraient de baisser massivement. À qui exigeait la sobriété budgétaire en matière de dépenses publiques, Borne s'empressa de répondre poursuite des attaques contre les chômeurs, et recul programmé de l'âge de départ en retraite.

Un tel chœur de brigands ne mérite que d'être perturbé par la légitime colère de ceux qu'ils dévalisent!

Viviane Lafont

AGENDA

Lutte ouvrière à la Fête de L'Humanité

Les 9, 10 et 11 septembre, Lutte ouvrière aura un stand à la Fête de L'Humanité. Cette année, celle-ci se tiendra au lieu-dit « La base 217 » au Plessis-Pâté, près de Brétigny-sur-Orge dans l'Essonne.

Le stand Lutte ouvrière sera situé rue Rosa Luxemburg. Des débats y seront organisés.



Fêtes régionales de Lutte ouvrière

Lyon

Samedi 24 septembre à partir de 17h et dimanche 25 septembre de 11h30 à 19h à Saint-Priest Espace Mosaïque 47, rue Aristide-Briand

Toulouse

Samedi 24 septembre de 18h à minuit et dimanche 25 septembre de 11h à 18h Salle des fêtes de Ramonville-Saint-Agne rue Irène-Joliot-Curie

Macron en Algérie : il faut que ça gaze

Lors de son voyage en Algérie, Emmanuel Macron n'a eu de cesse de mettre en scène le « partenariat renouvelé » avec la France.

On est loin de ses déclarations d'octobre 2021 qualifiant les dirigeants algériens de « système politico-militaire ». Mais les affaires sont les affaires et le gaz algérien vaut bien un petit changement de discours.

Comme gage de bonne volonté, Macron a mis en avant sa volonté de faire la lumière sur la guerre d'Algérie et a promis avec son homologue algérien Abdelmadjid Tebboune la création d'une commission franco-algérienne

d'historiens pour examiner les archives des deux pays. Il espère que ses travaux lui permettront de mettre sur un même plan les violences qu'ont pu commettre les combattants du FLN et les crimes de l'armée française, les renvoyant pour ainsi dire dos à dos. Point n'est pourtant besoin de fouiller les archives pour savoir que l'impérialisme français est le seul responsable de toutes les atrocités qui ont eu lieu en Algérie, depuis la conquête, où des populations furent

enfumées dans les grottes où elles s'étaient réfugiées, jusqu'à la répression sauvage lors de la guerre d'indépendance. Durant la bataille d'Alger, le dirigeant du FLN Ben Mhidi avait répondu, avant d'être torturé et tué, au militaire français qui lui reprochait d'utiliser des bombes cachées dans des paniers pour commettre des attentats : « *Donnez-nous vos chars et vos avions, nous vous donnerons nos couffins.* » Cela résume parfaitement la responsabilité des uns et des autres.

C'est une constante de la politique de Macron d'utiliser les crimes passés de

l'impérialisme français, qu'il fasse mine de les reconnaître ou d'enquêter dessus, pour favoriser les affaires d'aujourd'hui. Il l'a fait au Cameroun, au Rwanda, en Algérie, et ces crimes sont si nombreux qu'il a encore largement de quoi faire ailleurs.

Derrière toute cette comédie qualifiée de mémorielle, il y a des intérêts bien concrets, et d'abord gaziers. L'Algérie fournit actuellement 8 à 9 % du gaz utilisé en France, et c'est l'augmentation de ces importations qu'était venu chercher Macron. Il entend d'autant plus occuper le terrain qu'avec l'arrêt des livraisons russes la compétition fait rage sur ce terrain entre pays du sud de l'Europe. La société algérienne Sonatrach devrait ainsi signer un

contrat avec Engie garantissant une augmentation de 50 % de ses fournitures à la France. Elle avait fait de même dès le mois d'avril avec l'italienne Eni.

Le Sahel est un autre sujet discrètement abordé du « partenariat renouvelé » franco-algérien. Macron a rencontré les chefs de l'armée et du renseignement militaire algériens pour solliciter leur aide. L'armée française a dû quitter le Mali mais Macron entend bien qu'elle continue à défendre les intérêts de l'impérialisme français dans la région, et l'Algérie est depuis longtemps impliquée dans tout ce qui s'y passe.

En fait de « devoir de mémoire », il a surtout été question des intérêts de l'impérialisme français.

Daniel Mescla



Le saint profit éclaire ses fidèles.

Medef : Zelensky chez les profiteurs de guerre

Invité à ouvrir l'université d'été du Medef, Zelensky, le président ukrainien, ne s'est guère appesanti sur la défense de la démocratie et des libertés.

Sachant parler devant un parterre de vautours, il a dit sans détour : « *Je m'adresse à vous car nous avons besoin de votre participation pour la reconstruction de l'Ukraine.* » Le président ukrainien estime que cette reconstruction se chiffrera entre 600 et 800 milliards de dollars. De quoi faire saliver les capitalistes et motiver l'État français à se positionner comme un grand défenseur du peuple ukrainien.

Bon commercial, Zelensky n'a même pas cherché à contredire le patron du Medef lorsque celui-ci a déclaré : « *Comme dans toute guerre, rien n'est simple, rien n'est blanc ou noir.* » « *L'agression russe [contre l'Ukraine] nous oblige à choisir un camp [...] et nous devons choisir le camp de la*

liberté, celui du peuple ukrainien », a-t-il assuré. Mais « *ce ne doit pas empêcher les entreprises qui ont des filiales et des emplois en Russie de décider, en fonction de leur situation, de rester ou de partir. Car là aussi, pas de naïveté : partir c'est souvent tout laisser à Poutine et à ses amis oligarques. Alors pas de leçon de morale, surtout des Américains.* »

Entretenir la guerre en vendant des armes à l'Ukraine, après en avoir vendu longtemps à la Russie, puis s'enrichir en prenant sa part de la reconstruction... La bourgeoisie française illustre parfaitement la phrase d'Anatole France : « *On croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels.* »

Christian Chavaux



Standing ovation des patrons du Medef.

Gauche : en avant pour la bataille... parlementaire

Les partis de gauche, LFI, PCF, PS et EELV, alliés au sein de la Nupes, organisaient fin août chacun leur université d'été.

L'objectif immédiat de la France insoumise était de se poser en opposition à la fois principale et crédible à Macron, en organisant par exemple des débats avec trois de ses ministres, Schiappa, Beaune et Grégoire, et avec l'ex-ministre de la Justice de Sarkozy Rachida Dati.

Mélenchon a donné le ton en accusant « *le gouvernement d'être frontal (...) en s'apprêtant à gouverner à coups de 49.3.* » Il a promis de lui livrer

une « *bataille générale* » au Parlement et fait le pari que « *la vie politique française est un compte à rebours vers la dissolution* » de l'Assemblée.

À l'université du PCF, Fabien Roussel, quant à lui, a fait une référence polie au « *communisme plus que jamais à l'ordre du jour* », mais en concluant que l'alliance électorale avec les mélenchonistes, les socialistes et les écologistes constitue la seule alternative politique à Macron.

Le PS, de son côté, a fait événement... en proposant une campagne pour obtenir un référendum sur la taxation des superprofits.

Ainsi la gauche tâche de faire revivre l'espoir que de nouvelles élections et de nouveaux ministres apporteront des solutions aux problèmes des travailleurs, notamment la faiblesse des salaires face à l'inflation. Ces politiciens, qui n'ont cessé de tromper les travailleurs, auront du mal à faire à nouveau illusion.

Lucien Déroit

Électricité : spéculation et propagande

+ 1 200 %, c'est le chiffre asséné depuis des jours par la presse à propos du prix de l'électricité. Ce chiffre, aussi spectaculaire soit-il, est non seulement trompeur mais essentiellement dû à la spéculation.

Depuis plusieurs jours, l'électricité s'échange à plus de 1 000 euros le mégawatt-heure au lieu de 85 euros il y a un an. Mais il faut mettre plusieurs bé-mols au discours catastrophiste du gouvernement et des journalistes aux ordres. Tout d'abord ce chiffre ne concerne qu'une partie très limitée de l'électricité consommée dans le pays : la fraction non produite en France et achetée sur le marché de gros. Le coût de production de l'immense majorité de ce qui est consommé ne dépasse pas la centaine d'euros.

Le mécanisme de fixation sur ce marché européen de l'électricité, mis au point lors de l'ouverture à la concurrence, résulte des tractations laborieuses

entre les principaux pays de l'Union européenne (UE). Il avait été conçu pour tenir compte des intérêts contradictoires des principaux capitalistes européens de l'électricité. Ce prix de marché n'est pas déterminé par le coût moyen des mégawatts produits dans les centrales électriques en activité, mais par celui des dernières centrales dont on a besoin pour équilibrer le réseau, c'est-à-dire pour fabriquer et acheminer autant de courant électrique que nécessaire à l'heure considérée. Avec plusieurs centrales nucléaires à l'arrêt et compte tenu de l'extrême variabilité de la production d'électricité dite renouvelable, l'Europe ne peut pas se passer des centrales fonctionnant au gaz

et au charbon.

Or les prix du charbon, du pétrole et surtout du gaz explosent. Les quelques grandes sociétés, dont Total-Energies, qui dominent le secteur étranglent délibérément l'économie mondiale pour verser des dividendes sensationnels à leurs actionnaires. La hausse spéculative du gaz est telle qu'un méthanier chargé de GNL texan, ayant déjà traversé les écluses de Panama pour aller livrer en Chine, les a repassées dans l'autre sens se présentait en Europe. Le coût de production de son gaz n'avait pas changé, son prix de vente, si.

La hausse du prix du courant électrique est de plus amplifiée par la spéculation propre à tous les marchés « sous tension », pour reprendre les termes des économistes. L'électricité n'étant pas stockable et les besoins du marché, en



La centrale nucléaire de Bugey, près de Lyon, menacée de corrosion.

l'occurrence ceux des industriels et des consommateurs des 35 pays européens connectés, variant d'heure en heure, le prix varie lui aussi en même temps. Ainsi, le 4 avril dernier, à 8 heures, devant une pointe de froid, l'ouverture des bureaux et la faible disponibilité du parc nucléaire, EDF a dû acheter du courant sur le marché en payant, à ce moment, 2 900 euros le MWh.

La guerre en Ukraine a bon dos. La France était encore il y a trois ans le premier exportateur d'électricité au monde, qu'elle produisait à bas coût et vendait au prix fort. Si, aujourd'hui, elle doit importer de l'électricité, c'est parce que 32 des 56 réacteurs nucléaires que compte le territoire sont à l'arrêt pour maintenance. EDF a annoncé que plusieurs d'entre eux ne seront pas remis en service avant des mois, du fait de problèmes de corrosion affectant leur circuit de refroidissement. Ces

arrêts amplifient le risque de pénurie pour cet hiver.

Mais le problème n'est pas seulement technique. Les incertitudes sur le fonctionnement des centrales nucléaires, la crise du gaz, amplifiée par la guerre en Ukraine et les besoins croissants en électricité avec la transition énergétique, ont modifié les rapports de force entre les producteurs européens et entre les divers fournisseurs d'énergie fossile, les États-Unis et la Russie au premier chef. C'est pourquoi, comme l'a confirmé Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, les dirigeants de l'UE veulent modifier ce mécanisme, ce qui promet de longues et dures tractations. En attendant leur résultat, cette dramatisation sur les hausses de prix sert à faire admettre à la population qu'elle va devoir consommer moins d'électricité tout en la payant beaucoup plus cher.

Denis Aler

Hausse des prix : imposer l'augmentation des salaires !

Au mois d'août, l'inflation officielle sur un an serait de 6,3%. Mais la hausse des prix des produits alimentaires a été encore bien plus forte.



Un institut, IRI France, a ainsi constaté que le coût d'un chariot moyen à la sortie des supermarchés avait bondi de 11,7% en un an. En relevant les prix en sortie de caisse, l'institut a noté que le paquet de chips avait augmenté de 22 %, le riz de 23 %, le paquet de coquillettes de 27 % et le steak haché de 23 %. Les viandes surgelées ont pris 28,74 % et le litre d'huile de tournesol premier prix est passé

de 1,47 euro en septembre 2021 à 3,52 euros. Dans cette flambée des étiquettes, ce sont les produits « premier prix » qui ont le plus augmenté, relève l'institut, pénalisant encore davantage les plus pauvres, ceux qui avaient déjà l'habitude de ne consommer que le strict minimum. Quand ces premiers prix n'ont pas disparu des rayons, imposant aux acheteurs de se replier vers des produits plus chers.

Comment se nourrir, comment nourrir ses enfants ? C'est un crève-cœur pour bien des familles ouvrières. Au fil des mois, toute une partie de la classe ouvrière doit parfois se résigner à ne faire qu'un repas par jour. La chasse aux promotions, aux produits dont certaines grandes enseignes prétendent bloquer les prix n'apporte aucune aide.

Cette flambée des prix n'est pas près de cesser et va devenir de plus en plus insupportable si les travailleurs n'imposent pas une augmentation au moins équivalente de leurs revenus. Puisque les prix augmentent, les salaires, les allocations et les retraites doivent suivre, et commencer par rattraper ce qui a été perdu. Leur augmentation conséquente est aujourd'hui à l'ordre du jour, avec un minimum de 2 000 euros par mois et la garantie de suivre les hausses à venir. Un mouvement général de la classe ouvrière pour l'imposer est aujourd'hui une nécessité vitale.

Daniel Mescla

Changement climatique : esbroufe gouvernementale

Samedi 27 août, la Première ministre, Élisabeth Borne, annonçait la création d'un « fonds vert » de 1,5 milliard d'euros à disposition des collectivités locales pour aider celles-ci dans leurs actions pour combattre le changement climatique.

Il faut un certain culot pour annoncer fin août le contraire des directives de Macron et du gouvernement. Ceux-ci ont exigé au printemps des économies, et donc une baisse des dotations aux collectivités locales

de 10 milliards d'euros.

Se décharger sur les communes, les départements et les régions de la lutte contre le changement climatique, il fallait oser ! Les dégâts sont au niveau de toute la planète, conséquence de l'irresponsabilité congénitale de ce capitalisme, qui mène le monde au désastre. Mais pouvait-on attendre autre chose de la part d'un gouvernement qui, sur cette question, n'a jamais rien fait d'autre que brasser de l'air ?

Paul Sorel

Russie : la chair à canon de Poutine

Le président russe, Poutine, a signé un décret qui permet de porter à 2 millions d'hommes les effectifs de l'armée russe. Soit un surcroît de 140 000 militaires destiné en grande partie à renouveler les forces d'une armée que six mois de guerre ont durement éprouvée.

Car, si cette guerre est dévastatrice pour les populations civiles ukrainiennes, elle ne cesse d'engloutir des vies de soldats des deux côtés du front. Certes, Moscou et Kiev se gardent, pour les mêmes raisons de secret militaire et de propagande, de fournir des chiffres réalistes sur les combattants qu'ils alignent comme sur leurs morts et blessés. Mais il est évident que le Kremlin voudrait engager au plus vite des forces fraîches – on parle de 90 000 hommes – afin de combler ses pertes et surtout de faire face à la pression croissante d'une armée ukrainienne que les États membres de l'OTAN arment de plus en plus. Pour les dirigeants

russe, envoyer toujours plus de soldats dans une guerre qui n'en finit pas n'est pas si simple. Ils savent devoir compter avec une hostilité sourde à la guerre dans des pans entiers de la population.

Cela se vérifie d'abord dans la petite bourgeoisie des grandes villes, dont les fils ne veulent généralement pas aller se battre. Beaucoup d'étudiants et de jeunes susceptibles d'être appelés sous les drapeaux ont d'ailleurs pris les devants dès février, parfois juste avant le début de l'offensive militaire, en allant chercher refuge à l'étranger. Depuis, certains sont revenus. Mais le Kremlin sait bien que recourir ouvertement aux conscrits dans



Conscrits russes.

cette guerre rappellerait ce qui s'était produit lors des deux guerres de Tchétchénie, quand toute une partie de la jeunesse diplômée avait quitté la Russie, souvent définitivement.

Mais elle n'est pas la seule concernée. Malgré la censure, on a appris que, dans diverses régions éloignées des grands centres, des soldats ont refusé de partir faire la guerre, que des parents de conscrits ont manifesté devant des commissariats militaires, ces *voenkomats* qui sont la hantise de bien des jeunes. Et des témoignages commencent à circuler sur les réseaux sociaux, qui émanent de soldats ayant combattu en Ukraine. Ainsi, le 10 août, un parachutiste, fils de militaire ayant lui-même combattu en Tchétchénie, a raconté les deux mois passés en Ukraine. Comme beaucoup, il s'était engagé car il n'avait plus de travail, et donc de revenus. Il décrit le mépris des gradés, qui ne se préoccupent en rien du sort des troupiers, qui rétorquent à qui se plaint que c'est à lui

de se débrouiller pour se procurer de la nourriture, un treillis, une arme, un endroit où dormir. Il relate aussi comment on ne leur a rien dit sur ce qu'ils allaient faire dans un pays considéré comme frère, comment les populations censées les accueillir en sauveurs fuyaient devant eux. Il dit quelle haine il a lue dans les yeux des réfugiés voyant avancer les blindés russes, quelles horreurs l'armée russe a commises contre des civils. Et il précise que nombre de ses camarades ne veulent pas ou plus de cette sale guerre, d'où beaucoup ne reviendront que morts ou blessés.

Même si le Kremlin fait tout pour éviter que s'exprime une opposition à sa guerre, et continue à envoyer en prison ceux qui « discréditent les forces armées » ne serait-ce qu'en employant le mot proscrit de « guerre », il ne peut ignorer qu'elle existe. Alors, pour trouver des soldats, il multiplie les campagnes de recrutement dans les médias, dans les régions.

D'où une profusion de

fêtes patriotiques, avec des stands vantant le métier des armes, des sergents recruteurs qui, surtout dans les localités frappées par le chômage, tentent d'appâter en annonçant des soldes proches de 3 000 euros par mois, une somme énorme au regard du salaire moyen même dans les villes. Mais gagner sa vie au risque de la perdre ne suffit pas à convaincre assez de monde. Du coup, le régime ratisse aussi dans les prisons, en y promettant des remises de peine contre un engagement. Vu l'effroyable système carcéral, des détenus peuvent être tentés d'y échapper ainsi.

Poutine a beau jeu de dire qu'il ne veut pas envoyer les conscrits en Ukraine. Il sait en effet que les effets de la crise mondiale conjugués à ceux des sanctions occidentales, qui précipitent chaque jour plus de jeunes et de travailleurs dans la pauvreté, sont d'efficaces rabatteurs pour son armée et sa guerre.

Pierre Laffitte



Un commissariat militaire (centre de recrutement) en province. « Les intérêts de l'État et les vôtres coïncident » (sur l'affiche montrant un tank).

Ukraine : la prudence de Zelensky

Récemment, le président ukrainien, Zelensky, a décidé que les soldats et volontaires des formations de la Défense seraient temporairement exemptés du remboursement des crédits qu'ils ont contractés auprès des banques.

Zelensky est au mieux avec la plupart des banquiers et oligarques de son pays, qui l'ont fait élire et qui l'appuient. En tant que produit de ce régime, son chef n'a bien sûr nulle intention de nuire aux intérêts de ces gens-là. Mais en proclamant ce moratoire sur les dettes des combattants, il veut conforter son image de premier

défenseur du pays et de ceux qui risquent leur peau face à l'armée russe.

Sous cet angle, il ne peut paraître ignorer dans quelle situation se trouvent ceux qui, ayant quitté un emploi pour prendre les armes, ne reçoivent même pas toujours leur solde. D'autant plus que, de façon plus générale, ce qui menace de très nombreux habitants

de ce pays, outre les missiles, c'est une misère noire. Ainsi la branche locale du magazine *Forbes* constate que 39 % d'Ukrainiens se retrouvent sans emploi et sans ressources. Encore ne comptabilise-t-elle que ceux qui n'ont pas travaillé depuis plus de deux semaines et ignore-t-elle le chômage partiel.

Les dirigeants de Kiev et leurs parrains des grandes puissances occidentales n'ont certes pas les problèmes du Kremlin pour trouver des combattants. En Ukraine, les volontaires abondent. Il

y a ceux qui rejoignent l'armée et la défense territoriale par nationalisme, ceux qui pensent défendre ainsi leur famille ou ceux qui n'ont plus de toit ni d'emploi. Sur ce terrain, le régime ukrainien bénéficie d'un certain consensus, pour autant que l'on puisse en juger de loin. Mais il est bien placé aussi pour savoir qu'il ne peut pas tout se permettre. Ainsi, cet été, l'état-major a fait savoir que les hommes mobilisables, ceux de 18 à 60 ans, ne pourraient plus quitter leur région sans l'aval du commissariat militaire dont

ils relèvent. Zelensky a réagi en désavouant la mesure et en affirmant que lui seul pouvait décider de telles choses.

Craint-il donc que, malgré la propagande et malgré toute l'eau que les méfaits de Poutine apportent au moulin du nationalisme d'État de Kiev, certains, parmi la population ukrainienne, n'aient pas oublié quels sentiments leur inspiraient, avant la guerre, cet État corrompu, ses oligarques mafieux et leur représentant Zelensky?

P.L.

Ex-URSS : la mort de Gorbatchev

Mikhaïl Gorbatchev vient de décéder. Il y a trois décennies, il se trouva, en tant que dirigeant de l'Union soviétique, porté au premier plan d'événements qui conduisirent à la disparition de cet État, de son économie et au vol de ses richesses par la caste dirigeante des bureaucrates dont Gorbatchev avait été le chef.

Pour 280 millions de Soviétiques il s'en suivit un chaos politique, de sanglants affrontements nationaux provoqués par les bureaucrates au pouvoir, un chômage massif et un appauvrissement terrible sur fond de régression de la société.

L'irresponsabilité de la bureaucratie

Entre l'élection de Gorbatchev à la tête du bureau politique du parti dit communiste de l'URSS, en mars 1985, et l'effondrement d'un système que l'on disait tout-puissant, fin 1991, il s'écoula six ans. Un laps de temps au cours duquel peu ou prou l'ensemble de la société entra en ébullition au fil des affrontements au sommet. Cette période exposa, sans le fard du prétendu socialisme stalinien, tout ce que cette bureaucratie avait de parasitaire, car le pouvoir central – qui la représentait pourtant – n'avait plus les moyens de brider sa rapacité.

Les années Gorbatchev mirent à nu l'irresponsabilité congénitale de la bureaucratie à l'égard de son propre système. Le stalinisme lui avait apporté, un demi-siècle auparavant, une réponse dictatorial, y compris pour tenir les bureaucrates à titre individuel afin de mieux servir leurs intérêts collectifs. Trotsky et l'Opposition de gauche, qui combattaient la dégénérescence de l'État

ouvrier né de la révolution d'Octobre, et l'usurpation du pouvoir de la classe ouvrière par la bureaucratie, avaient alors maintes fois dénoncé cette dernière, sa rapacité et son irresponsabilité comme une des principales menaces pour l'existence même de l'URSS.

C'est ce que démontra la période 1985-1991. Car l'implosion de l'URSS ne résulta pas de la volonté de ses peuples. Au contraire, six mois avant que les rivaux russes, ukrainiens et biélorusses de Gorbatchev ne décident de dissoudre l'URSS, une majorité de la population se prononçait encore pour son maintien lors d'un référendum.

La disparition de l'URSS fut en réalité le fruit de l'activité prédatrice effrénée de millions de bureaucrates, et à leur suite d'une foule de mafieux et d'aspirants bourgeois, auxquels les difficultés de Gorbatchev à établir son pouvoir laissaient les coudées franches.

Marché de dupes et réforme impossible

Gorbatchev accéda au pouvoir alors que toute une génération de dirigeants, aux commandes depuis des lustres, était en train de disparaître. Avec ses 55 ans, il faisait figure de jeunot, bien qu'il ait déjà parcouru une longue carrière de haut bureaucrate. L'ère Brejnev (1964-1982),



Gorbatchev (à gauche) et le président américain Ronald Reagan signent un traité sur les forces nucléaires, en 1987.

que Gorbatchev caractérisait comme marquée par la stagnation, l'avait convaincu que le système sur lequel prospérait la bureaucratie – avec sa corruption généralisée, son opacité, même pour ses propres dirigeants, avec les prélèvements d'une masse de bureaucrates sur l'économie étatisée et planifiée – menaçait à terme sa domination en générant toujours plus de blocages, de crises.

L'économie soviétique avait cessé de croître. Un essoufflement se manifestait, résultant notamment de la compétition militaire que les États-Unis imposaient à l'URSS. En Afghanistan, l'armée du Kremlin affichait ses faiblesses face à des guérillas puissamment armées par l'Amérique.

En 1989, l'armée du Kremlin dut quitter l'Afghanistan. La même année, confronté à la fronde qui se généralisait en Europe de l'Est, Gorbatchev décida de laisser ces États rejoindre le giron occidental, avec la promesse des chefs de l'impérialisme – qu'ils n'ont bien sûr pas tenue – que leur bloc militaire, l'OTAN, n'en profiterait pas pour avancer vers l'Est.

C'est tout cela qui vaut à Gorbatchev, encore aujourd'hui, d'être salué comme un « artisan de la paix » par les dirigeants de l'impérialisme.

En URSS même, il envisagea une refonte générale censée rendre l'économie et l'ensemble du système plus efficaces. Ce qu'il appelait perestroïka exigeait comme préalable de mettre en cause certaines rentes de situation des clans de la bureaucratie. Cela de haut en bas de l'appareil d'État, dans les régions, les républiques, dans toutes les branches de l'économie livrées à l'appétit de ces prédateurs.

Ces réformes furent à peine esquissées, mais les milieux dirigeants du pays y virent l'occasion de trouver au sein de l'appareil étatique des appuis contre Gorbatchev. Ce dernier chercha à son tour des relais dans des couches plus larges de la société, dont l'intelligentsia et la petite bourgeoisie, auxquelles il promit une large liberté de parole, la glasnost (transparence), et la possibilité de s'enrichir en légalisant de petites unités de commerce ou de production.

La foire aux démagogues

Sur ce terrain, il trouva encore plus démagogue que lui chez les bureaucrates. Ceux-ci, tel le russe Eltsine, se firent l'écho des exigences croissantes d'une foule de bureaucrates et de petits bourgeois. Le pillage ouvert de l'économie étatisée s'emballa et, devant les pénuries que cela suscita partout ainsi que le discrédit qui retomba sur le pouvoir central, de hauts bureaucrates à la tête des quinze républiques de l'Union décidèrent qu'il serait plus profitable, à eux et à leur clan, de troquer la vieille étiquette du parti au pouvoir pour celle de défenseurs des intérêts de leur « nation »

contre Moscou, siège du pouvoir central.

C'est pour se débarrasser de ce qui restait de la tutelle de ce dernier sur leur parasitisme que les chefs de la bureaucratie russe, ukrainienne et biélorusse décidèrent, fin 1991, la dissolution de l'URSS.

Avec elle, Gorbatchev disparut de la scène politique. Mais pas la dictature et l'irresponsabilité de la bureaucratie : on le voit de la Russie au Kazakhstan, à l'Ukraine, etc. Pas non plus l'affrontement Est-Ouest, dont on disait que Gorbatchev y avait mis un terme, alors que, on le vérifie tragiquement en Ukraine, l'Ouest impérialiste n'a en rien renoncé à imposer sa loi.

Quant à l'idéal communiste, dont les tenants du capitalisme célébrèrent en grande pompe la fin en même temps que celle de l'URSS, il n'est pas près de disparaître, tant qu'il y aura des militants pour le défendre et pour affirmer haut et fort que le système capitaliste ne peut pas être l'horizon indépassable de l'humanité, alors qu'il ne cesse de montrer vers quel abîme il l'entraîne.

Pierre Laffitte

Publications de Lutte ouvrière sur l'évolution de l'URSS

Ces exposés du Cercle Léon Trotsky sont disponibles sur notre site : www.lutte-ouvriere.org ou sous forme de brochures auprès de nos camarades.

- **La Russie à l'heure du capitalisme décadent** n°155 – juin 2018
- **La révolution russe** n°150 – octobre 2017
- **Un quart de siècle après l'éclatement de l'URSS, le peuple ukrainien victime des rivalités entre l'impérialisme et la Russie de Poutine** n°140 – mars 2015
- **Les anciennes démocraties populaires aujourd'hui** n°103 – avril 2006
- **50 ans après la mort de Staline, 15 ans après la perestroïka, 11 ans après la disparition de l'URSS, où va la Russie ?** n°93 – avril 2003
- **De l'URSS à la Russie de Poutine** n°87 – mai 2000



Chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989. Les Berlinois de l'Est franchissent le mur, il commencera à être détruit dans la nuit.

Pakistan : catastrophe naturelle, impuissance capitaliste

Depuis début juin, les gigantesques inondations dues à une mousson inhabituelle ont provoqué la mort de plus de 1 130 personnes. Des millions de maisons ont été englouties, faisant des millions de sans-abri.

Sur les 220 millions d'habitants, 33 sont touchés directement. 80 000 hectares de terres cultivables sont ravagés, des milliers de kilomètres de routes et 157 ponts sont d'ores et déjà détruits. Les petits paysans, majoritaires dans la population travailleuse, les ouvriers et les pauvres des villes ont déjà subi, de mars à juin, des chaleurs extrêmes, allant jusqu'à 51°. À la fonte des glaciers himalayens, gonflant jusqu'à faire déborder les nombreux cours d'eau qui alimentent le bassin du fleuve Indus et sa grande région agricole, s'est ajoutée la longue période des pluies de mousson, certains jours sept fois plus volumineuses qu'à la normale.

Les villageois réfugiés

dans des campements de fortune sont à présent menacés, de surcroît, par le choléra, le paludisme et la malaria portée par les moustiques dans les eaux stagnantes. L'accès aux hôpitaux, surchargés par une augmentation de 70 % des patients, devient aussi problématique que l'accès à l'eau potable.

Déjà victime d'une économie en crise et exploitée par des grandes familles des patrons fournisseurs des groupes capitalistes internationaux du textile et de l'agro-alimentaire, la population doit à présent faire face à une hausse vertigineuse des prix, en particulier alimentaires. La pénurie de légumes est générale sur les marchés populaires; les



AMER HUSSAIN C. REUTERS

À Sohbatpur, dans l'est du Pakistan.

oignons et les tomates, produits de base en hausse de 40 %, sont désormais hors de portée de la population laborieuse, soit l'immense majorité.

Face à la catastrophe, face aux menaces d'épidémies, au nombre de victimes qu'on va découvrir au fur et à mesure de la progression des secours, l'aide internationale commence à arriver et le FMI vient d'accorder une enveloppe de 1,1 milliard de dollars. Mais au moment même où, dans le monde, 2 000 milliards de dollars ont été investis en 2021 dans

les dépenses militaires, on ne peut qu'être choqué. Au Pakistan-même, pays où la population pauvre peine à se nourrir et à se soigner, les dépenses d'armement dépassaient les 10 milliards de dollars en 2019.

Dans le système capitaliste, les États dépensent des milliards pour équiper leurs armées, engraisser des poignées d'actionnaires. Les mêmes moyens matériels, financiers et humains pourraient être mobilisés pour sauver et soigner les centaines de milliers de sinistrés. Devant la menace de rupture des barrages

dont la résistance est incertaine face à la puissance des eaux, n'aurait-on pas pu dépêcher des centaines d'ingénieurs et d'ouvriers aptes à les sonder puis les renforcer, des hydrauliciens pour ouvrir dans l'urgence des dérivations?

Face à la misère orchestrée sur les trois quarts de la planète par le capitalisme, devant son impuissance assumée quant aux ravages dus au réchauffement climatique, n'est-il pas urgent, pour les travailleurs du monde, de prendre la main?

Viviane Lafont

Brésil : début de la mascarade électorale



Dimanche 22 août s'est déroulé le premier débat télévisé de la campagne électorale brésilienne. Il réunissait six candidats, mais s'est polarisé sur l'affrontement entre Bolsonaro, l'actuel président d'extrême droite, et Lula, président de 2003 à 2010, qui veut rassembler toute l'opposition.

Comme de coutume, Bolsonaro s'est montré agressif. « Votre gouvernement a été le plus corrompu de l'histoire du Brésil », a-t-il lancé à Lula, le traitant de repris de justice et refusant de « serrer la main d'un voleur ». Malgré les dénégations de Lula, tous savent que les gouvernements du Parti des travailleurs (PT), de 2003 à 2016, ont pratiqué en grand l'achat des votes de députés grâce aux surfacturations de grandes entreprises

publiques et privées. Ces scandales ont d'ailleurs conduit à la destitution de la présidente Dilma Rousseff en 2016 et à l'emprisonnement de Lula pendant un an et demi.

Lula a contre-attaqué en vantant le bilan de ses années de présidence: création de 20 millions d'emplois, forte progression du salaire minimum, programmes d'assistance aux plus pauvres, défense de la forêt amazonienne. Selon lui,

Bolsonaro est en train de détruire le pays. Les années Lula ont effectivement coïncidé avec une période de prospérité, due en particulier aux prix élevés des matières premières minières et agricoles dont le Brésil est un gros fournisseur.

Le débat a aussi évoqué la responsabilité de Bolsonaro dans les 680 000 morts du Covid, dont il n'a cessé de nier la gravité, combattant toute mesure de protection. Le candidat Ciro Gomes, qui a été ministre de Lula et a réuni 12,5 % des voix en 2018, a dénoncé la faim qui frappe 30 millions de Brésiliens, et le machisme du président, qui s'est encore manifesté vis-à-vis d'une journaliste qui l'interrogeait.

Depuis des mois, Bolsonaro menace de ne pas accepter le résultat du vote du 2 octobre prochain, dénonçant à l'avance des fraudes. Donné perdant, avec 32 % d'intentions de votes contre 47 % en faveur de Lula, il laisse souvent entendre

qu'il pourrait mener un coup d'État, à la manière de l'attaque du Capitole de Washington par les partisans de Trump le 6 janvier 2021. Il voudrait faire de la fête nationale du 7 septembre une revue générale de ses troupes.

Bolsonaro dispose d'une base solide d'électeurs: évangélistes, anticommunistes, policiers racistes, petits bourgeois réactionnaires. Ex-capitaine, il veut faire croire qu'il a l'armée derrière lui, flatte les généraux et leur donne des postes lucratifs. Cherchant à gagner le vote des plus pauvres, il a mis en œuvre un programme, Aide Brésil, de distribution à 20 millions de personnes d'une allocation passée en quatre mois de 230 à 600 reais (une centaine d'euros).

Mais toute une partie des milieux qui ont l'ont soutenu en 2018 se prononcent maintenant contre lui. Nombre d'élus de droite l'abandonnent car il n'est plus le bon cheval sur

qui miser. Le patronat lui tourne le dos, en particulier la Fédération des industries de l'État de São Paulo, l'équivalent brésilien du Medef, et la Fédération brésilienne des banques.

Lula vante le bilan social de ses précédents mandats mais il a choisi comme vice-président Geraldo Alckmin, deux fois gouverneur de l'État de São Paulo, ancien président du PSDB, le principal parti de droite, qu'il avait battu au second tour de 2006. Cela lui assure au moins la neutralité d'une bonne partie de la droite. Et surtout cela annonce que s'il revenait au pouvoir, il mènerait une politique favorable à la bourgeoisie.

Les travailleurs doivent défendre leur vie, leur dignité, leurs salaires et leurs retraites, leur pouvoir d'achat, et finalement leur droit à diriger cette société qui ne fonctionne que grâce à eux. L'élection de Lula ne leur donnera rien de cela.

Vincent Gelas

Rentrée scolaire : précarité et pénurie

Les services du ministère de l'Éducation et le ministre lui-même affirment qu'ils sont en voie de trouver les quelques milliers d'enseignants qui manquent en cette rentrée scolaire.



La réalité est qu'il manque beaucoup plus que 4 000 personnes pour faire fonctionner la machine. L'État, tous gouvernements et ministres confondus, est bien placé pour le savoir car c'est lui qui organise la

pénurie et la dégradation du système scolaire, et depuis longtemps.

Le nombre de postes de titulaires a continûment diminué chez les enseignants, le personnel administratif, les ouvriers d'entretien, de ménage et de cantine, les infirmières, le personnel de vie scolaire. Il y a toujours moins d'adultes pour encadrer les enfants et les adolescents, et leur situation est toujours plus précaire.

Les enseignants nouvellement nommés sont bien souvent sur deux, voire trois établissements, passent leur vie dans les transports et ont de ce fait

bien du mal à former des équipes éducatives. Les brigades de remplaçants ont été supprimées, les heures supplémentaires se multiplient et ont tendance à devenir obligatoires, le nombre de surveillants dans le secondaire est ridicule, la charge des directeurs d'école écrasante, les aides à la vie scolaire sont sous pression, des classes sont fermées, des spécialités sont fantomatiques, des écoles des quartiers ouvriers sont délabrées, etc. Pour des raisons d'économies, l'État délaisse l'éducation et la socialisation des enfants des classes populaires et ne garde de moyens, et encore, que pour la formation des futurs cadres de la bourgeoisie.

Paul Galois

Violences contre les femmes : le drame continue

En 2021, 122 femmes sont mortes en France suite aux violences exercées par leur compagnon. Elles étaient 102 en 2020 et 146 en 2019. Derrière ces chiffres horribles, d'autres sont éloquentes en 2021. Parmi elles, une sur trois avait déjà subi des violences, qui avaient été le plus souvent signalées à la police, donnant même lieu à un dépôt de plainte.

Ces chiffres sont la preuve que, malgré les déclarations tonitruantes de ces dernières années et les promesses de lutter contre les violences faites aux femmes, le gouvernement ne mène pas une politique pour les aider à se protéger.

Les moyens manquent pour les accompagner, entendre leurs témoignages. L'écoute dans les commissariats et les gendarmeries est toujours insuffisante. En 2019, dans ces structures, il n'y avait encore officiellement que 306 intervenants sociaux dédiés nommés pour tout le pays. Et surtout, le gouvernement ne met pas les moyens pour répondre aux besoins des femmes qui doivent trouver un lieu sûr pour se loger quand elles fuient un compagnon violent.

Quant aux hommes violents, leur suivi est très

limité. Ainsi, si le nombre de décisions de justice imposant des bracelets anti-rapprochement a augmenté, il est encore très faible.

De telles structures destinées à recevoir et à accompagner les femmes menacées, en nombre très insuffisant, sont très souvent en totale déshérence, comme la Maison des femmes à Argenteuil, dans le Val-d'Oise.

Tel est le sinistre et criminel bilan de l'inaction gouvernementale.

M. R.



Accueil des élèves handicapés : la situation s'aggrave

Le sort des élèves handicapés ne s'améliore pas, quoi qu'en dise le ministre de l'Éducation, Pap Ndiaye.

Depuis 2005, la solution proposée est d'inclure ces élèves dans les classes traditionnelles. Mais depuis dix-sept ans cette mesure reste partielle tant les moyens manquent. Ces jours-ci, la Défenseure des droits a révélé qu'une part importante des plaintes qu'elle reçoit concernait des difficultés d'accès à l'éducation d'élèves handicapés. Ils seraient 430 000 concernés par l'inclusion. Mais les travailleurs (surtout des travailleuses) AESH (accompagnant d'élèves en situation de handicap) dédiés à cet encadrement ne sont que 125 000, alors que la situation de nombreux enfants exigerait un accompagnant pour eux seuls. En conséquence, ces enfants n'ont qu'un encadrement et une présence en classe partiels. D'où le refus de certaines familles de les scolariser dans ces conditions.

Les AESH indispensables aux enfants sont payées moins de 1 000 euros pour un temps partiel de 24 heures maximum, avec l'espoir d'obtenir un CDI au bout de six ans, pour un travail qui demande un engagement très important.

Mais en plus le gouvernement Macron a aggravé



Manifestation en octobre 2021.

la situation. Il a imposé une « mutualisation ». Elle vise à suivre le maximum d'élèves avec les effectifs d'AESH existants. Elle entraîne une réduction du suivi personnalisé et mène souvent à des changements d'affectation brutaux.

Ces travailleurs de l'Éducation ne se laissent pas faire. Pour le recrutement des AESH nécessaires, pour un véritable salaire et une formation à la hauteur de la tâche, de nombreuses journées de grève ont eu lieu l'an passé. C'est la seule voie à poursuivre pour la nouvelle année qui commence mal pour certaines d'entre elles qui, à deux jours de la rentrée, n'avaient toujours ni contrat ni réponse de l'administration.

Michel Rocco

..... fil rouge

Le ministre rit, l'hôpital pleure

Le ministre de la Santé, François Braun, interrogé par *Le Quotidien du Médecin*, a prétendu que la catastrophe sanitaire annoncée pour l'été n'a pas eu lieu.

Ce n'est visiblement pas l'avis des soignants de permanence cet été, ni celui des malades qui ont dû faire de la route pour trouver un service d'urgences ouvert, ni celui des pompiers placés dans la même situation et qui avaient pourtant autre chose à faire, ni celui en fait de qui ce soit ayant une once d'humanité ou

d'imagination.

Mais ce n'est pas ce qu'on demande à un ministre. Pour lui, il faut simplement faire des économies sur le dos des malades et des soignants.

Économie du sport et sport à l'économie

En vue de faire des économies d'énergie, la ministre des Sports suggère que les matchs de foot et de rugby se déroulent désormais en début d'après-midi et non en soirée. Et pourquoi pas demander au public des stades de venir avec des lampes de poche pour éclairer les matchs?

Allocations chômage : une nouvelle attaque en préparation

Depuis décembre 2021, une réforme de l'Assurance chômage est entrée en vigueur, diminuant fortement l'indemnisation en particulier des travailleurs précaires, saisonniers ou intermittents.

Elle leur impose d'avoir travaillé, non plus quatre mais six mois dans les derniers 24 mois. De plus, le salaire de référence – et donc le montant de l'indemnisation – a diminué du fait de l'intégration des périodes non travaillées dans son calcul. Résultat, l'Unedic prévoit déjà un excédent de 2,5 milliards cette année, réalisé au détriment des

chômeurs.

Mais cela ne suffit pas au patronat, qui veut contraindre les travailleurs, en baissant la durée et le montant de l'indemnisation du chômage, à accepter tout emploi avec des salaires au rabais.

Dans l'immédiat, le gouvernement vient d'envoyer une lettre aux représentants syndicaux et patronaux qui

gèrent l'Unedic, indiquant la prolongation temporaire des dispositions actuelles, le temps de concocter de nouvelles règles d'indemnisation qui varieraient en fonction de la conjoncture. La Première ministre Borne, paraphrasant les patrons, a indiqué qu'il était « *anormal qu'alors que les entreprises ont des difficultés de recrutement, des personnes soient au chômage* ». En réalité, ces prétendues difficultés d'embauche proviennent avant tout de la faiblesse des salaires et des mauvaises

conditions de travail. Mais, aux yeux du patronat et de ses représentants, que les travailleurs puissent refuser un emploi dur et sous payé est inadmissible!

Borne invite donc les « partenaires sociaux » à donner leur avis et discuter sur ces bases. Le Medef a répondu sans fard qu'« *ouvrir une négociation ne servira à rien vu qu'elle n'aboutira pas, faute de diagnostic partagé avec les syndicats sur l'effet des règles d'indemnisation sur la reprise d'emploi. Il est légitime que l'État*

reprenne la main ».

Ce qu'exige le Medef, la perte de toute indemnité en cas de refus des conditions patronales de salaire et de travail, est prévu pour aggraver la concurrence entre travailleurs et tirer l'ensemble de la condition ouvrière en arrière.

L'unité de tous les travailleurs, qu'ils aient un emploi ou qu'ils en soient privés, est indispensable pour imposer des salaires et une existence digne pour tous.

Christian Bernac

SNCF : pénurie de personnel et suppressions de trains

Dès lundi 29 août, la SNCF a programmé la suppression de dizaines de trains quotidiens sur plusieurs lignes RER d'Île-de-France, officiellement par « *manque de conducteurs* ».

Pour une période indéterminée, sur la ligne D du RER, environ 25 trains sont supprimés chaque jour, 19 sur la ligne C. Les suppressions frappent aussi les lignes L et N et de nombreuses lignes régionales.

Selon un document interne, la SNCF avoue qu'il lui manque 10 % des effectifs pour assurer les liaisons ferroviaires sur le territoire, dont 1200 conducteurs. Il s'agit d'une pénurie programmée, non seulement de conducteurs, mais d'agents de services en gare ou de maintenance en atelier.

Depuis plusieurs décennies, la SNCF est sans contester l'entreprise de ce pays qui a supprimé le plus d'emplois. Il y a quarante ans, elle comptait 232 000 cheminots, il n'y

en a plus que 134 000 aujourd'hui. Une suppression moyenne de 2500 emplois par an!

En septembre 2021, Farandou, le PDG, justifiait encore fièrement la saignée prévue pour 2022 en prétendant que « *supprimer 2 000 ou 3 000 postes, ce n'est pas un drame!* » Les visionnaires de la direction expliquaient à qui voulait l'entendre qu'une reprise du trafic ne se produirait pas réellement avant mi-2023.

Résultat, non seulement il y a un sous-effectif chronique dans tous les services, mais la dégradation des roulements et des conditions de travail pour y faire face ne fait que pousser à la démission ou aux arrêts-maladie et aggrave encore la pénurie de personnel.

Cette irresponsabilité patronale entraîne aujourd'hui des suppressions de trains qui rendent la vie un peu plus difficile aux 3,7 millions d'usagers quotidiens des RER et TER.

Aujourd'hui, la main sur le cœur mais jamais loin du portefeuille, la direction prétend vouloir embaucher mais connaître des « *difficultés de recrutement* ». En fait, avec 1,4 % d'augmentation annuelle royalement octroyée en juillet alors que l'inflation officielle est de 8 %, le pouvoir d'achat des cheminots, déjà faible, continue sa chute libre. Mais le sort de plus en plus dégradé des travailleurs du rail, tout comme celui des usagers, vaut bien moins aux yeux de la SNCF que les trois milliards de bénéfices qu'elle compte engranger cette année.

C.B.



Travaux de nuit : un train de fret à moins de quatre mètres des travailleurs.

À Orléans - Les Aubrais, accident mortel, les travailleurs n'oublient pas

Dans la nuit du 8 au 9 mars 2012, Anthony Ledon, 22 ans et cinq mois d'ancienneté, était tué sur un chantier de renouvellement d'appareil à Toury.

Les conditions d'organisation du chantier très bruyant, de nuit, le manque d'effectifs, d'éclairage, et des heures supplémentaires en grand nombre ont fait dire à bien des cheminots que ce n'était pas un accident.

Après plus de dix ans de procédure, un non-lieu annulé en appel, la direction

SNCF va enfin se retrouver dans le box des accusés.

Les syndicats appellent les cheminots du site à un rassemblement de soutien à la famille d'Anthony et à protester contre ce crime jeudi 8 septembre, à l'occasion du procès qui a lieu au tribunal de Chartres à 13h30.

Correspondant LO

Racket à grande vitesse

Alors que le prix des billets de train a augmenté de près de 15 % en un an, les rendant difficilement accessibles aux familles populaires, la SNCF fait un très petit geste. Elle ne baisse pas le prix des billets, mais

il sera possible de le payer en plusieurs fois.

Va-t-elle bientôt proposer un crédit à la consommation sur plusieurs années pour pouvoir voyager en train?

C.B.

France Télévisions : des chiffres et des lettres... de licenciement

Arielle Boulin-Prat et Bertrand Renard, deux présentateurs historiques de l'émission Des chiffres et des lettres ont été poussés vers la sortie par France Télévisions après 36 ans de CDD pour l'une et 47 ans pour l'autre. La chaîne évoque un « *désaccord contractuel* ».

En fait la chaîne traite les présentateurs avec le même mépris que n'importe quel autre salarié. Il n'est donc pas question de remplacer une consonne D par la voyelle I sur leur contrat! Bertrand Renard a commenté: « *Ce qui est désigné pudiquement comme un "désaccord*

contractuel" a surgi, car France Télévisions a exigé une baisse de notre salaire de l'ordre de 60 % et a refusé de nous accorder le CDI que nous avons eu l'outrecuidance de réclamer ». France Télévisions avait peut-être oublié que Monsieur Chiffre savait compter.



Courrier des lecteurs

À Fast Despatch, mobilisés pour se faire payer

Début août, la direction française de Fast Despatch, sous-traitant d'Amazon pour la livraison au « dernier kilomètre », annonçait brutalement la fin de toutes ses activités en France avant de disparaître, laissant 1700 travailleurs sur le carreau, sans salaire, sans indemnités et dans l'inquiétude même de ne pouvoir faire valoir leurs droits faite d'une procédure de liquidation judiciaire.

Avant ce dernier sale coup, des grèves avaient eu lieu en juin sur plusieurs sites pour revendiquer des primes, le paiement des salaires ou des heures supplémentaires et dénoncer l'utilisation de véhicules dans un état lamentable.

Depuis cette annonce du 9 août, de nombreux livreurs se sont rassemblés devant des sites Amazon dans lesquels ils travaillaient (Cergy, Noisy-le-Grand, Le Blanc-Mesnil, Nantes, Strasbourg, Marseille, etc.). D'autant que, en grattant un peu, les livreurs ont appris que la cessation d'activité correspondait exactement à la décision d'Amazon de mettre fin au contrat avec cette

entreprise en France. L'un de ces livreurs, de Nantes, nous a écrit. Il témoigne de leur mobilisation pour se faire respecter en visant directement le donneur d'ordres: Amazon.

« Je suis travailleur pour la société Fast Despatch, sous-traitant numéro 1 d'Amazon en France et à l'international. Avec la disparition de tous les responsables en France, nous nous sommes retrouvés sans rien, sans salaire, sans nouvelles.

Notre seul moyen de pression pour nous faire entendre, c'est Amazon, car Amazon continue de collaborer à l'international avec Fast Despatch. Avec les chauffeurs livreurs de France, nous avons donc initié un mouvement national dans les centres de tri Amazon pour le versement de nos salaires. À Nantes, nous sommes 85 et nous avons décidé de venir bloquer les deux entrées principales du site Amazon de l'agglomération, à Carquefou, dès 8 heures le mardi 16 août.

Le premier jour de blocage, nous avons pensé à lever le camp en fin de journée mais, après nous être concertés nous avons décidé de bloquer 24 heures sur 24. Nous



Lors de la grève du 23 juin à Sainte-Luce-sur-Loire.

avons décidé de réclamer le paiement des mois de juillet et août et des preuves du déclenchement d'une procédure de liquidation judiciaire.

Mettre la pression sur Amazon a payé puisque le salaire dû par Fast Despatch pour juillet est tombé... le 19 août. Première victoire! Pour les salaires d'août, Amazon nous a dit que ce ne serait pas possible. Mais nous avons persisté et leur avons bien dit que si eux ou Fast Despatch ne payaient pas, nous resterions présents.

Et avec l'arrivée du responsable Amazon France sur le site de Carquefou, nous avons bien vu que la situation devenait pénible pour eux. Ils ont essayé de nous faire bouger, en négociant

des sorties de camions pour livrer les 8 000 colis restés bloqués dans le dépôt, mais en vain. Des clients aussi se sont plaints, mais nous n'avons pas cédé.

Amazon essaie de se dédouaner alors qu'ils ont une grande responsabilité et qu'ils ont fermé les yeux sur plein de manquements de Fast Despatch. Licences de transport absentes, état pitoyable des camions avec des freins qui ne fonctionnent pas et des pneus sur la ficelle, mensonges forcés concernant le bon état du véhicule sur les applications de contrôle alors que ce sont des cercueils roulants... C'est honteux!

À la porte d'Amazon, nous échangeons avec d'autres

chauffeurs livreurs sous-traitants. Ils nous comprennent et nous disent qu'ils auraient fait la même chose à notre place. Les jours passent, parfois nous fatiguons, le roulement est compliqué à tenir, mais nous tenons, nous sommes là et toujours motivés!

Mardi 30 août, notre acharnement paye. Nous avons touché le salaire d'août! C'est un soulagement pour tout le monde. Après deux semaines de lutte intense, nous avons gagné ce que nous étions venus chercher, et ça fait réellement plaisir. Alors, soyons fiers de nous battre et espérons que ce sera contagieux!»

Un travailleur de Fast Despatch, à Nantes

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal septembre 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à

Lutte ouvrière

Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Grande-Bretagne : la force des travailleurs, c'est la grève !

Annoncée le 26 août, la hausse de 80 % sur les factures de gaz et d'électricité en octobre prochain va dégrader brutalement les conditions de vie de millions de foyers, déjà en chute libre depuis des mois. C'est précisément pour revendiquer des salaires qui suivent l'inflation que, depuis le début de l'été, les grèves se multiplient, et la vague ne semble pas près de retomber.

L'Ofgem, organisme britannique censé réguler les prix de l'énergie, vient de revoir à la hausse le plafonnement des dépenses de gaz et d'électricité. Il va passer en octobre de 1 971 à 3 549 livres sterling par an (soit 345 euros par mois). Et la barre des 6 000 livres annuelles (580 euros par mois) risque d'être dépassée d'ici avril 2023. Derrière ces chiffres, il y a des familles qui seront contraintes de ne pas se chauffer cet hiver car manger sera la priorité. Mais les prix de la nourriture ont explosé eux aussi. L'inflation, officiellement de 10 % sur un an, a atteint 13 % selon des indices plus réalistes, et pourrait dépasser 15 % au cours des mois à venir. Concrètement, l'explosion des prix de l'énergie va signifier des sacrifices quotidiens pour des millions de salariés et leurs proches, en particulier pour les travailleurs précaires, en nombre croissant.

Des mobilisations en cascade

Refusant de voir leur niveau de vie reculer, 2 000 dockers de Felixstowe, le plus grand port de conteneurs du pays, ont fait grève du 20 au 28 août,

un mouvement d'une durée et d'une ampleur jamais vues depuis 1989. Le conglomérat qui gère le port, CK Hutchinson, a réalisé des bénéfices de 79 millions de livres en 2021, dont on a redistribué plus de la moitié aux actionnaires. Les dockers ne voyaient donc pas pourquoi ils auraient dû accepter l'offre de 7 % d'augmentation faite par la direction, qui revient à une baisse de 3 % du salaire réel. La proposition d'une prime de 500 livres n'a pas suffi à les amadouer et la visite du PDG sur le piquet de grève n'a fait que jeter de l'huile sur le feu. La direction refusant toute concession, la grève pourrait reprendre à l'automne.

La grève des éboueurs d'Edimbourg pour une augmentation de 3 000 livres par an devait prendre fin mercredi 31 août mais, la direction ne lâchant rien, elle va rebondir. Paralyant la collecte des déchets sur plusieurs semaines, elle a été très remarquée du fait qu'elle s'est déroulée pendant le plus grand festival culturel de Grande-Bretagne. Et elle s'est étendue à une douzaine d'agglomérations écossaises.

Enfin, vendredi 26 août,



« Les profits ne vont pas aux dockers ».

115 000 postiers ont fait grève dans le cadre de leur première grève nationale depuis treize ans. Les travailleurs de Royal Mail, chargés du tri et de la distribution du courrier, rejettent en bloc les 2 % d'augmentation que la direction a osé proposer, alors que les actionnaires ont empoché 400 millions de livres en 2021. Le 26, les salariés des bureaux de poste ont eux aussi cessé le travail car ils considèrent les 5 % avancés par leur direction comme une aumône inacceptable.

D'autres grèves sont à prévoir chez les infirmières, les enseignants, les assistants d'éducation, les employés territoriaux, ainsi que dans différentes entreprises du secteur privé. À chaque fois que les syndicats consultent leurs adhérents sur le recours à la grève, il est adopté à une majorité écrasante. Car si les grèves dans les transports cet été n'ont pas obtenu gain de cause, le fait qu'elles aient été massivement suivies encourage manifestement de nouvelles

catégories de salariés à se mobiliser.

Quant aux tentatives du gouvernement de casser les grèves, elles ont fait long feu. Il n'est pas si facile de faire faire le travail d'un gréviste par un membre de l'encadrement ou un intérimaire recruté la veille. Sans compter que le Brexit a entraîné une pénurie de chauffeurs, y compris de camions poubelles ! Il est à parier que le remplacement de Boris Johnson par Liz Truss, ce qui semble être l'hypothèse la plus probable, ne fera pas disparaître la contestation ouvrière.

Vers une lutte d'ensemble ?

Signe que les grèves sont largement approuvées dans l'opinion ouvrière, 600 élus travaillistes ont produit un courrier où ils se déclarent favorables aux grèves actuelles, alors même que Keir Starmer, le chef du Labour Party, a donné injonction à ses députés de ne pas se montrer sur les piquets. Autre signe des temps : à l'approche du congrès des

syndicats, le TUC (Trades Union Congress), qui se réunira le 11 septembre, plusieurs dirigeants, dont ceux des deux plus grands syndicats, Unison et Unite, y sont allés d'un appel à synchroniser les luttes en cours. Oui, une coordination des grèves et leur généralisation seraient nécessaires. Mais, comme celle du rail, la grève dans les postes et télécommunications a été d'avance émise par les dirigeants syndicaux, avec des journées éclatées (26 et 31 août, 8 et 9 septembre) ; les salariés des bureaux de poste n'étaient appelés à se joindre à ces actions que le 26 août, tandis que ceux de British Telecom n'y étaient invités que le 31... Les bureaucraties syndicales cherchent à préserver leur rôle de partenaire du patronat et craignent plus que tout une explosion sociale. Les travailleurs, eux, auraient tout à gagner à une lutte d'ensemble, à une lutte qui puisse inverser le rapport de force avec le camp des capitalistes.

Thierry Hervé

Moderna, Pfizer-BioNTech : vivement un vaccin contre le capitalisme !

Le fabricant de vaccins Moderna porte plainte contre son concurrent Pfizer-BioNTech qu'il accuse de lui avoir volé la technologie de l'ARN messager pour produire ses vaccins contre le Covid-19. De son côté, Moderna est lui-même accusé d'avoir « emprunté » ladite technologie à des laboratoires plus petits.

L'histoire n'est pas nouvelle. Les recherches sur

l'ARN messager qui ont permis de mettre au point, très vite, le vaccin contre le Covid-19 en 2020 ont duré plus de trente années. Elles ont été jalonnées de nombreuses histoires de concurrence, de gros sous, de course à la rentabilité de la part des laboratoires, en fait des investisseurs financiers.

En 2011, Moderna était une petite start-up. Dix ans plus tard, en 2021, le vaccin

contre le Covid-19, qui est le seul médicament qu'elle produit, lui a rapporté 10,4 milliards de dollars. C'est que, entre-temps, des milliards de dollars ont été levés auprès d'investisseurs sur la base des extraordinaires espoirs financiers soulevés par ce que promettent les ARN messagers.

Quand Moderna attaque aujourd'hui Pfizer-BioNTech, quand il en appelle

à d'éventuels dommages et intérêts pour violation des brevets, ce n'est pas seulement pour le vaccin anti-Covid-19, c'est aussi et surtout parce que la technologie basée sur l'ARN messager ouvre le champ extraordinaire de thérapies, entre autres contre les cancers, un énorme marché !

Pendant des dizaines d'années, tant qu'il s'agissait de recherches

fondamentales, des équipes de chercheurs ont dû se battre pour obtenir de maigres financements. Depuis que leurs travaux ouvrent les possibilités de formidables gains, la concurrence et la guerre entre les labos se mènent à coups de milliards... et de procès.

Quelle perte de temps dans la lutte contre les maladies, quelle absurdité !

Sophie Gargan